

Arrêté du 18 JUL. 2018 portant délégation de signature pour la Banque des territoires de la Caisse des dépôts et consignations

CDC-AD18041

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations,
Vu le code monétaire et financier, notamment les articles L. 518-2 et suivants et les articles R. 518-1 et suivants ;
Vu le titre X de la loi sur les finances du 28 avril 1816 modifié ;

Arrête :

Article 1

Délégation est donnée à M. Olivier Sichel, directeur général adjoint, directeur de la Banque des territoires de la Caisse des dépôts et consignations, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite de ses attributions, y compris :

1° Tous actes relatifs à la désignation des représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions de la Banque des territoires ;

2° Tous actes relatifs aux contrats relevant des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 dans la limite des attributions de la Banque des territoires.

M. Olivier Sichel est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions de la Banque des territoires.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à Mme Sophie Ferracci, directrice du cabinet du directeur général adjoint, à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 1^{er}.

Mme Sophie Ferracci est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions de la Banque des territoires.

Chapitre I : Dispositions relatives aux fonctions supports et de pilotage de la Banque des territoires

Section 1 : Département des finances de la Banque des territoires

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à Mme Nathalie Tubiana, directrice du département des finances de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 1^{er} dans la limite des attributions de ce département.

Mme Nathalie Tubiana est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi

relève des attributions du département des finances de la Banque des territoires.

Article 4

I. – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie Tubiana, délégation est donnée à M. Nicolas Chung, directeur de la mission Programme d'investissements d'avenir (PIA) à la Caisse des dépôts et consignations, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Mme Angèle Calabrese-Vidal, secrétaire générale de la mission PIA, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite des attributions de la mission, y compris :

1° Tous actes relatifs au fonctionnement administratif et financier de la mission ;

2° Les conventions relatives à la réalisation du programme, les conventions de partenariat, les documents relatifs à des titres financiers ainsi que les documents budgétaires et comptables relevant des attributions de la mission ;

3° Tous actes relatifs à la désignation de représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de la mission chargée du programme d'investissements d'avenir (PIA) ;

4° Tous actes relatifs aux contrats relevant des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 dans la limite des attributions de la mission Programme d'investissement d'avenir.

II. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas Chung et de Mme Angèle Calabrese-Vidal, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés au I du présent article à l'exclusion de ceux visés au 4°, à :

a) Mme Nada Villermain-Lécolier, directrice adjointe de la mission PIA, en charge du développement économique ;

b) Mme Maud Franca, directrice adjointe de la mission PIA en charge du numérique.

III. - M. Nicolas Chung, Mme Angèle Calabrese-Vidal et, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, les délégataires mentionnés au II sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les organes ou assemblées générales mentionnés au 3° du I du présent article.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie Tubiana, délégation est donnée à Mme Fabienne Moreau, directrice du pôle pilotage opérationnel portefeuille et participations, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite de ses attributions, à l'exclusion de ceux mentionnés aux 1° et 2° de l'article 1^{er}.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Fabienne Moreau, délégation est donnée à Mme Juliette Masson-Leininger, responsable du pilotage opérationnel, de l'animation du portefeuille et du middle office investisseur, à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes relatifs à l'activité du middle office des opérations d'investissement de la direction de l'investissement de la Banque des territoires, notamment les notes, correspondances et bulletins de souscription et ordres de mouvements, dans la limite des attributions de ce département.

Section 2 : Département des ressources humaines de la Banque des territoires

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à M. Kosta Kastrinidis, directeur du département des ressources humaines de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite des attributions de ce département, à l'exclusion de ceux mentionnés au 2° de l'article 1^{er}.

M. Kosta Kastrinidis est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions du département des ressources humaines de la Banque des territoires.

Article 7

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Kosta Kastrinidis, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes visés à l'article 6 à :

- 1° Mme Danièle Diez, responsable de la Stratégie RH métier, du pilotage et de la qualité ;
- 2° Mme Virginie Robichon, responsable de l'accompagnement RH ;
- 3° Mme Sabine Zecchinati, responsable du Développement RH et de l'innovation sociale.

Section 3 : Stratégie digitale de la Banque des territoires

Article 8

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à M. Benoit Parizet, directeur du département de la transformation numérique de l'établissement public et de la stratégie digitale de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite de ses attributions, à l'exception de ceux mentionnés au 1° de l'article 1^{er}.

M. Benoit Parizet est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions du département de la transformation numérique de l'établissement public et de la stratégie digitale de la Banque des territoires.

Section 4 : Département de la communication de la Banque des territoires

Article 9

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à M. Jean-Pierre Dupasquier, directeur du département de la communication de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite de ses attributions, à l'exception de ceux mentionnés au 1° de l'article 1^{er}.

M. Jean-Pierre Dupasquier est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions du département de la communication de la Banque des territoires.

Chapitre II : Dispositions relatives aux directions métiers de la Banque des territoires

Section 1 : Direction des prêts de la Banque des territoires

Article 10

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à Mme Marianne Laurent, directrice des prêts de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de la direction des prêts, y compris :

1° Tous actes relatifs à la désignation des représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions de la direction des prêts de la Banque des territoires ;

2° Tous actes relatifs aux contrats relevant des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 dans la limite des attributions de la direction des prêts de la Banque des territoires.

Mme Marianne Laurent est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions de la direction des prêts de la Banque des territoires.

Article 11

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marianne Laurent, délégation est donnée, à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes visés à l'article 10, à :

- 1° M. Hakim Lahlou, responsable de la coordination et du suivi des objectifs stratégiques ;
- 2° M. Pierre Laurent, responsable du département du développement ;
- 3° M. Jean-François Frère, responsable du département gestion et comptabilité des prêts, à l'exclusion des actes mentionnés au 2° de l'article 10 ;
- 4° Mme Laure Maillard, responsable du département de la promotion et du support de l'offre prêteur, à l'exclusion des actes mentionnés au 2° de l'article 10 ;
- 5° Mme Marie Ordas-Monot, responsable des partenariats, à l'exclusion des actes mentionnés au 2° de l'article 10 ;
- 6° M. Michel Pupin, responsable du département des risques et des engagements, à l'exclusion des actes mentionnés au 2° de l'article 10.

M. Hakim Lahlou, M. Pierre Laurent, M. Jean-François Frère, Mme Laure Maillard, Mme Marie Ordas-Monot et M. Pupin sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions de la direction des prêts de la Banque des territoires.

Article 12

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Laurent, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite de leurs attributions respectives, à l'exclusion de ceux mentionnés au 1° et 2° de l'article 10, à :

- 1° M. Mathieu Forax, adjoint au responsable du département du développement ;
- 2° Mme Bérénice Bouculat, responsable du service logement social et réaménagement ;
- 3° M. Rodolphe Masson, responsable du service secteur public et projets complexes.

M. Mathieu Forax, Mme Bérénice Bouculat et M. Rodolphe Masson sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions de la direction des prêts de la Banque des territoires.

Article 13

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François Frère, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite de leurs attributions respectives, à l'exclusion de ceux mentionnés aux 1° et 2° de l'article 10, à :

- 1° Mme Dominique Deknuydt, responsable du service de la gestion des prêts sur fonds d'épargne, ainsi qu'à ses adjoints, Mme Nadine Perrier et M. Louis Claude ;
- 2° M. Sylvain Duquesnoy, responsable des services comptabilité et pilotage de la production, ainsi qu'à ses adjointes, Mme Cathy Dupriez et Mme Carole Ecary ;
- 3° Mme Olivia Le Louarne et Mme Shu-Wen Hanguéhard, adjointes au responsable du service de gestion des prêts sous convention ;
- 4° Mme Randa Matta-Bouillet adjointe au responsable du département gestion et comptabilité des prêts, en charge de la conduite du changement.

Section 2 : Direction de l'investissement de la Banque des territoires

Article 14

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à M. Serge Bergamelli, directeur adjoint de la direction de l'investissement de la Banque des territoires, assurant par intérim les fonctions de directeur de cette direction, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de cette direction, y compris :

- 1° Les contrats de partenariat et de soutien financier ;
- 2° Les actes de mutation d'actifs ;

3° Les actes d'affectation hypothécaire, de nantissement de titres financiers et droits sociaux et toutes autres sûretés et garanties ainsi que l'ensemble des mainlevées totales ou partielles s'y rapportant ;

4° Les actes relatifs à la création de sociétés, notamment les statuts de sociétés et pactes d'actionnaires ou de toutes autres entités ayant ou non la personnalité morale, dont l'activité relève de la compétence de cette direction ;

5° Les actes relatifs à la désignation des représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère visées au 4° ;

6° Tous actes relatifs aux contrats relevant des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 dans la limite des attributions de la direction.

M. Serge Bergamelli est habilité à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout autre organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction de l'investissement de la Banque des territoires.

Article 15

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge Bergamelli, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 14 à Mme Dara Lecomte, directrice du pilotage stratégique, de la transformation et des risques opérationnels de la direction de l'investissement de la Banque des territoires.

Mme Dara Lecomte est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction de l'investissement de la Banque des territoires.

Article 16

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge Bergamelli et de Mme Dara Lecomte, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, à l'exclusion des actes visés aux 2° et 4° de l'article 14 et des actes visés au 6° de l'article 14 correspondant aux contrats d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxes à :

1° Mme Géraldine Lacroix, directrice du département économie et cohésion sociale de la direction de l'investissement de la Banque des territoires, dans la limite des attributions de ce département ;

2° M. Pierre Aubouin, directeur du département infrastructures et transport de la direction de l'investissement et du développement local, dans la limite des attributions de ce département ;

3° M. Ludovic Valadier, directeur du département innovation et développement de la direction de l'investissement de la Banque des territoires, dans la limite des attributions de ce département ;

4° M. Emmanuel Legrand, directeur du département transition énergétique et écologique de la direction de l'investissement de la Banque des territoires, dans la limite des attributions de ce département ;

5° M. Laurent Depommier-Cotton, directeur du département transition numérique de la direction de l'investissement de la Banque des territoires, dans la limite des attributions de ce département ;

6° M. Hammou Allali, directeur du département ville, immobilier et tourisme de la direction de l'investissement de la Banque des territoires, dans la limite des attributions de ce département.

Mme Géraldine Lacroix, M. Pierre Aubouin, M. Ludovic Valadier, M. Emmanuel Legrand, M. Laurent Depommier-Cotton et M. Hammou Allali sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction de l'investissement de la Banque des territoires.

Section 3 : Direction des clientèles bancaires de la Banque des territoires

Article 17

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à Mme Elisabeth Viola, directrice chargée des clientèles bancaires de la Banque des territoires, à l'effet de signer, au nom du

directeur général tous actes dans la limite des attributions de cette direction, en ce compris :

1° Les actes d'engagement et les actes d'engagement financier de tout type tels que les mandats de dépense, les titres de recettes, les octrois et les restructurations de crédits, les préfinancements, les découverts, les cautions et les engagements par signature de tout type ainsi que les statuts de toute structure ou de toute personne morale dont l'objet ou l'activité relève des attributions de cette direction ;

2° Avec faculté de substituer ou de donner mandat, les actes notariés et actes d'affectation hypothécaire, les mainlevées d'hypothèques avec ou sans constatation de paiement et consentement aux radiations, les cessions d'antériorité, les inscriptions et renouvellements d'hypothèques, de nantissements, de privilèges de vendeur ou de prêteur de deniers, ainsi que les déclarations de créances effectuées au profit de la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre de procédures collectives ;

3° La mise à jour de la liste nominative des préposés de la Caisse des dépôts et consignations en leur qualité de mandataire ainsi que la mise à jour du montant et de la liste des engagements financiers entrant dans le cadre du mandat accordé ;

4° Les actes relatifs à la désignation de représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires ;

5° Tous actes relatifs aux contrats relevant des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 dans la limite des attributions de la direction.

Mme Elisabeth Viola est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés, entités ou fonds, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des compétences de la direction chargée des clientèles bancaires de la Banque des territoires.

Article 18

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elisabeth Viola, délégation est donnée à M. Pierre Vioulac, responsable du département des risques et contrôle interne, et Jean-Philippe Willer, responsable du département innovation à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite des attributions du département des risques et du contrôle interne, à l'exclusion de ceux mentionnés au 4° et au 5° de l'article 17.

Article 19

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elisabeth Viola, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de leur département respectif, à l'exclusion de ceux prévus aux 2° à 5° de l'article 17 à :

1° M. Jean-Jacques Haladjian, responsable du département offre et marketing ;

2° Mme Anne Guillaumat-Tailliet, responsable du département service client et prestations bancaires ;

3° M. Cédric Martin, responsable du département développement commercial ;

4° M. Pascal Roubach, responsable du département consignations, dépôts spécialisés et activités financières ;

5° Mme Dalila Nemiri, responsable du département pilotage opérationnel.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elisabeth Viola, délégation est donnée à Mme Dalila Nemiri, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous les mandats de dépenses dans la limite des attributions du secrétariat général de la direction chargée des clientèles bancaires de la Banque des territoires.

Article 20

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elisabeth Viola, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite de leurs attributions de banquiers conseil à la direction chargée des clientèles bancaires, à l'exclusion de ceux mentionnés aux 2° à 5° de l'article 17 à :

1° M. Albert Péry ;

2° M. Jean-Luc Delerlin ;

3° M. Jean-Noël Forget.

Article 21

En cas d'absence ou d'empêchement des responsables mentionnés aux articles 18 et 19, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes dans la limite des attributions de leur unité ou service respectif, à l'exclusion de ceux mentionnés aux 2° à 5° de l'article 17 :

1° Pour le département du pilotage opérationnel, à :

Mme Cécile Chapon responsable qualité, processus et conduite du changement ;

M. Didier Le Mener, responsable conditions et qualité de vie au travail ;

2° Pour le département risques et contrôle interne :

M. Arezki Ferdjoukh, responsable contrôle interne et risques opérationnels ;

Mme Estèle Aussant, responsable engagement ;

Mme Violaine Farison responsable risques financiers ;

M. Frédéric Baconnier, responsable fraude, SSI, cybercriminalité ;

Mme Anne Micheau, responsable du pôle risques opérationnels ;

3° Pour le département offre et marketing, à :

M. Olivier Le Bouch, responsable partenariats et promotion ;

Mme Patricia Havy, responsable marketing client ;

Mme Valérie Gay, responsable marketing produit ;

4° Pour le département service client et prestations bancaires, à :

M. Xavier Baron, directeur délégué en charge de l'appui et des prestations bancaires ;

Mme Emilie Berdellou, directrice déléguée en charge du service client ;

M. Rémy Baty, responsable clients professions juridiques ;

Mme Françoise Rouard, responsable clients personnels du groupe ;

M. Michel Colindre, référent métier services bancaires clients institutionnels, sphère sociale et instruments financiers ;

Mme Christine Teixeira, expert instruments financiers ;

M. Dominique Neau, responsable de l'appui opérationnel ;

Mme Véronique Debray, responsable organisation, achats et projets transversaux ;

Mme Martine Minella, responsable habilitation et hotline ;

M. Olivier Guittet, responsable professions juridiques et personnels du groupe ;

Mme Laetitia Dandrau, responsable clients institutionnels, sphère sociale et instruments financiers ;

Mme Christelle Dromain, responsable pilotage opérationnel, organisation et appui aux services bancaires ;

Mme Cécile Gombert, responsable des risques opérationnels ;

M. Frédéric Vertut, responsable des moyens de paiement ;

Mme Sylvie Le Pavec, responsable comptabilité ;

M. Lino Bartolini, responsable de la tenue de compte ;

5° Pour le département innovation et stratégie, à :

Mme Christine Boez, responsable partenariats et nouvelles activités ;

M. Pierre Ben Aim, responsable projets ;

6° Pour le département développement commercial, à :

M. Olivier Entringer, responsable pilotage et observatoire commercial ;

M. Michel Lacroix, responsable e-agence et relation commerciale ;

Mme Isabelle Liot, responsable appui commercial des réseaux ;

Mme Stéphanie Jacques, responsable clientèle siège ;

7° Pour le département consignations, dépôts spécialisés et activités financières, à :

Mme Laetitia Dordain, directrice déléguée du département ;

Michèle Maillet, responsable « Processus et SI métier »,

Eric Betoule, responsable de l'« Assistance SI » du service « Processus et SI métier »

Géraldine Cherrey, responsable des consignations,

M. Philippe Martinie, responsable de la restitution des avoirs en déshérence ;

Ana Danis, responsable « Pilotage et gestion » en charge de la restitution des avoirs en déshérence,

M. Laurent Marty, responsable risque et performance ;

M. Alain Moussier, responsable du projet consignations 2020.

Article 22

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elisabeth Viola, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes visés au 5° de l'article 17 à :

- 1° Mme Anne Guillaumat-Tailliet ;
- 2° Mme Dalila Nemiri.

Chapitre III : Dispositions relatives à la direction du réseau de la Banque des territoires

Article 23

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Sichel, délégation est donnée à Mme Céline Senmartin, directrice adjointe du réseau de la Banque des territoires et assurant par intérim les fonctions de directrice de cette direction, à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de cette direction, y compris :

- 1° Les contrats de crédit, documents relatifs à des titres financiers et toute convention de partenariat ;
- 2° Les actes de mutation d'actifs, les actes d'affectation hypothécaire, de nantissement de titres financiers et droits sociaux et toutes autres sûretés et garanties ainsi que l'ensemble des mainlevées totales ou partielles s'y rapportant ;
- 3° Les actes relatifs aux prêts sur fonds d'épargne ;
- 4° Les actes relatifs à la création de sociétés, notamment les statuts de sociétés et pactes d'actionnaires, ou de toutes autres entités, ayant ou non la personnalité morale, dont l'activité relève de la compétence de cette direction ;
- 5° Les actes relatifs à la désignation des représentants de la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tous autres organes des sociétés ou entités visées au 3° du présent article ;
- 6° Les actes relatifs aux contrats relevant des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016.

Mme Céline Senmartin est habilitée à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout autre organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de la direction du réseau de la Banque des territoires.

Article 24

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Céline Senmartin, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 23 à M. Eric Dubertrand, directeur du département du pilotage et de l'appui au réseau de la direction du réseau de la Banque des territoires et à M. Pascal Lafon, directeur du département de l'appui à la performance de la direction du réseau de la Banque des territoires, à l'exclusion des actes mentionnés au 5° de l'article 23.

M. Eric Dubertrand et M. Pascal Lafon sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les organes de gouvernance mentionnés au dernier alinéa de l'article 23.

Article 25

En cas d'absence ou d'empêchement Mme Céline Senmartin, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de leur service ou département respectif de la direction du réseau de la Banque des territoires, à l'exclusion des actes mentionnés au 5° de l'article 23, à :

- 1° M. Yves Léonard, chargé de mission auprès du directeur du réseau de la Banque des territoires ;
- 2° Mme Elisa Vall, directrice du département de l'appui aux territoires de la direction du réseau de la Banque des territoires.

M. Yves Léonard et Mme Elisa Vall sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les organes de gouvernance mentionnés au dernier alinéa de l'article 23.

Article 26

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Céline Senmartin, délégation est également donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions dont il a la charge, à M. Xavier Roland-Billecart, conseiller expert en charge de la coopération décentralisée de la direction du réseau de la Banque des territoires, à l'exclusion des actes visés au 5° et au 6° de l'article 23.

Article 27

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elisa Vall, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de leur service respectif de la direction du réseau de la Banque des territoires, à l'exclusion des actes visés au 3°, au 5° et au 6° de l'article 23, à :

- 1° M. Arnaud Daoudal, responsable du service des partenariats ;
- 2° Mme Gwenola Martin, responsable du service ingénierie et expertises territoriales ;
- 3° M. Michel-François Delannoy, directeur de la mission action cœur de ville ;
- 4° M. Guillaume Couarraze, responsable adjoint du service veille et conseils.

M. Arnaud Daoudal, Mme Gwenola Martin, M. Michel-François Delannoy et M. Guillaume Couarraze sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les organes de gouvernance mentionnés au dernier alinéa de l'article 23.

Article 28

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Lafon, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes, dans la limite des attributions de leur service respectif de la direction du réseau de la Banque des territoires, à l'exclusion des actes visés au 5° de l'article 23, à :

- 1° Mme Pascale Mercier, responsable du service risques et conformité ;
- 2° M. Marc Sebire, responsable du service environnement de travail et assistance.

Article 29

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Céline Senmartin, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes mentionnés à l'article 23, y compris les actes mentionnés au 5° de l'article 23, dans la limite des attributions de leur direction régionale et de celles de la direction de la communication, du mécénat et de l'action culturelle, à :

1° Pour la direction régionale Antilles-Guyane, M. Pascal Hoffmann, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Margareth Gabriel-Régis, directrice régionale adjointe ;

2° Pour la direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes, M. Philippe Blanquefort, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Barbara Belle, directrice régionale adjointe, et Mme Catherine Barrot, secrétaire générale ;

3° Pour la direction régionale Bourgogne-Franche-Comté, M. Antoine Bréhard, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Jean-Philippe Sarrette, directeur régional adjoint, et M. Xavier Janin, secrétaire général ;

4° Pour la direction régionale Bretagne, M. Gil Vauquelin, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Myriam Abassi, directrice régionale adjointe, et Mme Céline Moisant, secrétaire générale ;

5° Pour la direction régionale Centre-Val de Loire, M. Christian Baudot, directeur régional adjoint, et assurant par intérim les fonctions de directeur régional, Mme Céline Moisant, secrétaire générale, Mme Marina Mauclaire, directrice territoriale Cher, Eure et Loire et Indre et Mme Sylvie Mosnier, directrice territoriale Loire et Cher, Indre et Loir et Loiret ;

6° Pour la direction régionale Corse, Mme Julie-Agathe Bakalowicz, directrice régionale, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Pierre Bignon, directeur régional adjoint, et, à l'exclusion des actes visés au 5° de l'article 23, à Mme Véronique Garcia, chargée de développement territorial prêt et investissement ;

7° Pour la direction régionale Grand Est, M. Patrick François, directeur régional, et, en cas d'absence

ou d'empêchement, M. Patrick de Rugeriis, directeur régional adjoint, et M. Charles du Dresnay, secrétaire général ;

8° Pour la direction régionale Hauts-de-France, Mme Gaëlle Velay, directrice régionale, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Myriam Mahé-Lorent, directrice régionale adjointe, et M. Frédéric Bouteille, secrétaire général ;

9° Pour la direction régionale Ile-de-France, Mme Marianne Louradour, directrice régionale, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. François Elia, directeur régional adjoint, M. Roland Massuda, directeur régional adjoint, et M. Jean-Claude Daverdin, secrétaire général ;

10° Pour la direction régionale Normandie, Mme Florence Mas, directrice régionale, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Isabelle Saffrey, directrice régionale adjointe, et Mme Caroline Bodier-Duval, secrétaire générale ;

11° Pour la direction régionale Nouvelle-Aquitaine, Mme Anne Fontagnères, directrice régionale, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Annabelle Viollet, directrice régionale adjointe, et M. Alain Paquin, secrétaire général ;

12° Pour la direction régionale Occitanie, M. Thierry Ravot, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Olivier Camau, directeur régional adjoint, et M. Brice Paquet, secrétaire général ;

13° Pour la direction régionale Pacifique, M. Dominique Mirada, directeur régional et directeur des outre-mer ;

14° Pour la direction régionale Pays de la Loire, M. Philippe Lambert, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, Mme Chantal Nonnotte, directrice régionale adjointe et Mme Céline Moisant, secrétaire générale ;

15° Pour la direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Richard Curnier, directeur régional, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Yannick Schimpf, directeur régional adjoint, et M. Didier Balme, secrétaire général ;

16° Pour la direction régionale Réunion-océan Indien, Mme Nathalie Infante, directrice régionale, et, en cas d'absence ou d'empêchement, M. Christophe Loiseau, directeur régional adjoint.

Ces directeurs régionaux et, en cas d'absence ou d'empêchement, leur adjoint ou adjointe et leur secrétaire général(e) mentionnés au présent article sont habilités à représenter la Caisse des dépôts et consignations dans les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les assemblées générales ou au sein de tout autre organe d'entités, ayant ou non la personnalité morale, de nationalité française ou étrangère, dont le suivi relève des attributions et compétences de leur direction régionale respective.

Article 30

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur régional dont ils relèvent, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 23, à l'exclusion de ceux visés au 5°, dans la limite de leurs attributions au sein de leur direction régionale d'affectation :

1° Pour la direction régionale Antilles-Guyane, à M. Christian Moutton, directeur territorial Guyane ;

2° Pour la direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes, à M. Philippe Jusserand, directeur délégué Clermont-Ferrand et Mme Corinne Steinbrecher, directrice territoriale Isère, Pays de Gex, Savoie et Haute Savoie ;

3° Pour la direction régionale Bretagne, à M. Frédéric Noël, directeur territorial investissement Finistère, Côtes-d'Armor (Lannion et Guingamp) ;

4° Pour la direction régionale Grand Est, à Mme Laurence Dehan, directrice déléguée Strasbourg et Mme Christel Sanguinéde, directrice déléguée Châlons-en-Champagne ;

5° Pour la direction régionale-Hauts-de-France, à Mme Brigitte Louis, directrice déléguée Lille ;

6° Pour la direction régionale Ile-de-France, à M. Arnaud de Cambiaire, directeur délégué en charge des financements et des services bancaires ;

7° Pour la direction régionale Normandie, à M. Christian Plattier, directeur délégué en charge du développement territorial ;

8° Pour la direction régionale Nouvelle-Aquitaine, à M. Rémi Heurlin, directeur délégué Bordeaux, M. Patrice Bodier, directeur délégué Poitiers et Mme Geneviève Puyau, directrice territoriale Pyrénées-Atlantiques ;

9° Pour la direction régionale Occitanie, à Mme Anne-Laure David, directrice déléguée Toulouse ;

10° Pour la direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, à M. Thierry Bazin, directeur délégué en charge du développement territorial et M. Georges Faivre, directeur territorial Côte d'Azur.

Article 31

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur régional dont ils relèvent, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, les actes mentionnés à l'article 23, à l'exclusion de ceux visés au 5° et au 6°, dans la limite de leurs attributions au sein de leur direction régionale d'affectation :

1° Pour la direction régionale Antilles-Guyane, à :
M. Edouard Bonnin, directeur territorial Guadeloupe ;
M. Hubert Roche, directeur territorial Martinique ;
Mme Géraldine Boutroy-Pelletier, directrice territoriale bancaire ;

2° Pour la direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes, à :
M. Christian Pascault, directeur territorial Ardèche, Drôme, Haute-Loire, Loire ;
Mme Pascale Pineau, directrice territoriale Cantal, Puy-de-Dôme et Allier ;
Mme Mireille Faidutti, directrice territoriale Ain, Rhône et Nord Isère ;
M. Olivier Morel, directeur territorial Métropole Lyon ;
M. Eric Bulckaert, responsable des affaires régionales ;
M. Guillaume Bonneville, directeur territorial bancaire ;
Mme Maryline Mazières-Lagarrigue, directrice territoriale bancaire ;
M. Jean-Louis Boullu, responsable de l'appui au développement ;

3° Pour la direction régionale Bourgogne-Franche-Comté, à :
M. Cédric Aymonier, directeur territorial Bourgogne Sud ;
Mme Sophie Diemunsch, directrice territoriale Bourgogne Nord ;
M. Patrick Martin, directeur territorial Franche-Comté Nord ;
M. François Laigneau, directeur territorial Franche-Comté Sud ;
Mme Nathalie Gladoux, responsable universités, économie de la connaissance et PIA ;
M. Franck Taqui, responsable développement économique et cohésion sociale ;
M. Gérald Bolatre, directeur territorial bancaire ;
M. Philippe Blanc, directeur administratif et financier ;

4° Pour la direction régionale Bretagne, à :
M. Philippe Besson, directeur territorial prêt ;
M. Pascal Bérard, responsable développement économique
Mme Elodie Frefield-Ferré, directrice territoriale investissement ;
M. Dominique Maquiné, directeur territorial bancaire ;
Mme Claudie Tanguy, responsable stratégie et partenariats régionaux ;

5° Pour la direction régionale Centre-Val de Loire, à :
Mme Sylvie Mosnier, directrice territoriale Loir-et-Cher, Indre-et-Loire et Loiret ;
Mme Marina Mauclair, directrice territoriale Cher, Eure-et-Loir et Indre ;
M. Jean-Michel de Boisjolly, directeur territorial bancaire ;

6° Pour la direction régionale Corse, à :

Mme Béatrice Hurey-Jarry, directrice territoriale bancaire ;

Mme Véronique Garcia, chargée de développement territorial prêt et investissement ;

7° Pour la direction régionale Grand Est, à :

M. Damien Augias, responsable des affaires régionales ;

Mme Isabelle Halb-Siener, directrice territoriale Bas-Rhin, hors Eurométropole, et pays de Bitche ;

M. Alexandre Schnell, directeur territorial Eurométropole ;

Mme Muriel Klingler, directrice territoriale Haut-Rhin ;

M. Cyril Mangin, directeur territorial Aube et Haute-Marne ;

M. Anthony Blais, directeur territorial Ardennes et Marne ;

M. Sébastien Fournet-Fayard, directeur territorial Moselle et Meuse ;

Mme Sandrine Labrosse, directrice territoriale Meurthe-et-Moselle et Vosges ;

Mme Patricia Rémond-Rémont, responsable offre et stratégie territoriale ;

Mme Véronique Bec, directrice territoriale bancaire ;

M. Philippe Crenner, directeur administratif et financier ;

8° Pour la direction régionale-Hauts-de-France, à :

M. Marc Levert, directeur territorial investissement ;

M. Stéphane Acquette, directeur territorial prêt ;

M. Joël Glad, directeur territorial bancaire ;

Mme Céline Coche-Dequeant, directrice territoriale investissement ;

M. Stéphane Lesert, responsable développement économique, cohésion sociale et économie de la connaissance ;

M. Matthieu Denis, directeur territorial bancaire par intérim ;

M. François Heiblé, directeur territorial prêt ;

M. Eric Naepels, responsable des affaires régionales ;

M. Jean-Paul Saltapé, directeur administratif et financier ;

9° Pour la direction régionale Ile-de-France, à :

M. Gilles Saly, directeur territorial grands comptes ;

M. Fabien Ducasse, directeur territorial grands comptes régionaux ;

M. François Pierucci, directeur territorial bancaire ;

Mme Caroline Cartallier, directrice territoriale Val-de-Marne et Seine-et-Marne ;

Mme Najoua Benfella-Masson, adjointe au directeur délégué en charge des financements ;

Mme Anne McQueen, directrice territoriale bancaire ;

Mme Camille Picard, directrice territoriale Seine-Saint-Denis et Val-d'Oise ;

M. Bertrand Pardijon, directeur territorial Paris et Essonne ;

10° Pour la direction régionale Normandie, à :

M. Jacques de Pesquidoux, directeur territorial littoral ;

M. Boubakeur Aibout, directeur territorial Axe Seine ;

Mme Sylvie Lemée-Rousseau, responsable des affaires régionales ;

M. Pascal Rouzier, responsable de l'appui au développement ;

M. Patrick Haloin, directeur territorial bancaire ;

11° Pour la direction régionale Nouvelle-Aquitaine, à :

M. Arnaud Beyssen, directeur territorial Métropole ;

M. Jean-Paul Terren, directeur territorial Gironde, Landes et Lot-et-Garonne ;

M. Nicolas Joyeux, directeur territorial Creuse et Haute-Vienne ;

M. Zili Fu, directeur territorial Corrèze et Dordogne ;

M. Bruno Chaptal de Chanteloup, directeur territorial Charente et Charente-Maritime ;

M. Eric Lanau, directeur territorial bancaire ;

M. Emmanuel Lacroix, responsable des affaires régionales ;

M. Thierry Avesque, responsable de l'appui au développement investisseur ;

Mme Sandrine Penouil, responsable de l'appui au développement prêt ;

M. Benoît Fabre, directeur administratif et financier ;

Mme Brigitte Lenours, responsable ressources humaines et gestion des moyens ;

Mme Ghislaine Séjourné, directrice territoriale Vienne et Deux-Sèvres ;

12° Pour la direction régionale Occitanie, à :
M. Jean-Marc Bou, directeur territorial Aveyron, Lot, Tarn et Tarn-et-Garonne ;
M. Vincent Boursier, responsable de l'appui au développement et à la contractualisation ;
M. Gilles Le Héricy, directeur territorial Aude et Pyrénées-Orientales ;
M. Jean-Sébastien Saulnier d'Anchald, directeur territorial Hérault, Gard et Lozère ;
M. Olivier Livrozet, directeur territorial Haute-Garonne (sauf sud) et Gers ;
Mme Emmanuelle Siri, directrice territoriale Ariège, Haute-Garonne Sud et Hautes-Pyrénées ;
M. Gilles Bonny, responsable des affaires régionales ;
Mme Christine Pujol, responsable développement économique et cohésion sociale ;
Mme Isabelle Legay, responsable universités, économie de la connaissance et coordination PIA ;
Mme Anne Batt, directrice territoriale bancaire ;
Mme Caroline Dubois, directrice administrative et financière ;

13° Pour la direction régionale Pacifique, à :
M. Eric Pannoux, directeur territorial prêt, investissement et bancaire ;
M. Franck Lasade, directeur administratif et financier ;

14° Pour la direction régionale Pays de la Loire, à :
M. Anthony Barbier, directeur territorial investissements Loire-Atlantique ;
M. Olivier Variot, directeur territorial prêt ;
M. Olivier Bourhis, directeur territorial investissement Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne ;
M. Stéphane Lafargue, directeur territorial bancaire et directeur territorial investissement Vendée ;

15° Pour la direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, à :
M. Gilles Boyer, directeur territorial métropole Aix-Marseille-Provence jusqu'au 28 février 2018 ;
Mme Christelle Assié, directrice territoriale Provence, Alpes, Méditerranée ;
Mme Karen Bouvet, directrice territoriale innovation/incubation/filiales ;
M. Christian Cariou, directeur territorial bancaire ;

16° Pour la direction régionale Réunion-océan Indien, à :
M. Philippe Mathieu, directeur territorial bancaire ;
M. Arnaud Meyer, directeur administratif et financier.

Article 32

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Céline Senmartin, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du directeur général, tous actes relatifs à l'exercice de la fonction d'autorité de certification et de la fonction d'organisme de paiement pour les programmes européens cofinancés par le fonds structurel FEDER, dans la limite de leurs attributions, à :

1° M. Pascal Hoffmann, directeur régional, pour la direction régionale Antilles-Guyane, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à :
M. Christian Moutton, directeur territorial Guyane ;
M. Edouard Bonnin, directeur territorial Guadeloupe ;
M. Hubert Roche, directeur territorial Martinique ;
Mme Géraldine Boutroy-Pelletier, directrice territoriale bancaire ;
Mme Margareth Gabriel-Régis, directrice administrative et financière ;

2° Mme Nathalie Infante, directrice régionale de la Caisse des dépôts et consignations, pour la direction régionale Réunion-océan Indien, et, en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, à :
M. Philippe Mathieu, directeur territorial bancaire ;
M. Christophe Loiseau, directeur territorial ;
M. Arnaud Meyer, directeur administratif et financier.

Chapitre IV : Dispositions finales

Article 33

Sont abrogés :

1° L'arrêté du 9 décembre 2017 portant délégation de signature pour la direction des clientèles

bancaires de la Caisse des dépôts et consignations ;

2° L'arrêté du 9 décembre 2017 portant délégation de signature dans le cadre de la mission Programme des investissements d'avenir (PIA) de la Caisse des dépôts et consignations ;

3° L'arrêté du 26 mars 2018 portant délégation de signature pour la direction du réseau et des territoires de la Caisse des dépôts et consignations ;

4° L'arrêté du 26 avril 2018 portant délégation de signature pour la direction des investissements et du développement local de la Caisse des dépôts et consignations.

Article 34

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Caisse des dépôts et consignations.

Fait le **18 JUIL. 2018**



Eric Lombard